

# **Campagne Globale pour la Réforme agraire-RESEAU D'URGENCE**

dimanche 17 avril 2011

**Il faut mettre immédiatement fin aux accaparements de terres à grande échelle ! Refusons les principes promus par la Banque mondiale concernant les investissements agricoles « responsables ».**

Les accaparements de terres à grande échelle privent des communautés locales de terres ; ils détruisent leurs moyens de subsistance ; ils donnent moins de place aux politiques agricoles orientées vers les paysans/paysannes ; ils entraînent une distorsion

des marchés en favorisant les intérêts de l'agro-business dont la concentration augmente et ceux du marché global au lieu de soutenir l'agriculture paysanne durable tournée vers les marchés locaux et nationaux et les générations futures. Ils accélèrent aussi la destruction des écosystèmes et les changements climatiques. Les accaparements de terres à grande échelle violent donc les droits humains. Néanmoins, la Banque mondiale, par l'établissement de principes volontaires sur les investissements agricoles responsables tente d'éviter de devoir interdire les accaparements de terres en faisant croire que ces principes pourraient empêcher les conséquences désastreuses mentionnées.

**Veillez écrire à votre gouvernement pour lui demander qu'il ne soutienne pas les accaparements de terres à grande échelle, ni les principes de la Banque mondiale.**

**Demandez lui de promouvoir plutôt la mise en oeuvre de la Déclaration finale de la Conférence internationale sur la Réforme agraire et le Développement rural (CIRADR) ainsi que les recommandations de l'Evaluation internationale des sciences et des technologies agricoles au service du développement (IAASTD)**

## Contexte

L'augmentation récente des accaparements de terre à grande échelle, par lesquels des investisseurs publics et privés dont de grandes banques, des fonds d'investissement et des compagnies d'agro-business louent ou achètent des dizaines de millions d'hectares de bonnes terres agricoles en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour y produire de la nourriture et des agrocarburants, a conduit la Banque mondiale à promouvoir sept principes pour assurer le « succès » de ces investissements. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement de l'agriculture (FIDA) et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) ont accepté de se joindre à la Banque mondiale pour faire avancer collectivement ces principes. Ces institutions considèrent que la fièvre d'achat de terres agricoles qui s'est emparée du secteur privé présente des risques. La Banque mondiale vient de terminer une étude qui démontre l'importance de cette tendance basée principalement sur le transfert vers des investisseurs étrangers des droits sur les terres agricoles des pays en voie de développement. La Banque mondiale semble néanmoins convaincue que tout flux de capital privé qui permet aux entreprises agroindustrielles de s'étendre est bon et qu'il doit être autorisé de telle manière que le secteur des entreprises puisse extraire plus de richesses des campagnes. Etant donné que ces investissements impliquent une privatisation massive et le transfert des droits fonciers, la Banque mondiale veut qu'ils respectent un certain nombre de critères afin de réduire les risques de réactions sociales inattendues et aussi afin d'apaiser les médias et les citoyens/citoyennes du Nord : les accaparements de terre doivent

respecter les droits de ceux qui utilisent aujourd'hui les terres, l'eau et d'autres ressources (en indemnisant les gens) ; ils doivent protéger et améliorer les moyens de subsistance des familles et des

communautés (en fournissant des emplois et des services sociaux) ; ils ne doivent pas nuire à l'environnement. Telles sont les idées centrales des sept principes établis pour que les accaparements de terre à grande échelle soient socialement acceptables.

Ces principes n'atteindront pas leurs objectifs prétendus. Il s'agit plutôt de mesures qui essaient de légitimer les accaparements de terre à grande échelle. Le problème central est qu'il y a une crise alimentaire mondiale avec plus d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim et dont la grande majorité sont des producteurs de nourriture. La vraie

question à se poser est la suivante :

Quel type d'agriculture et quels systèmes alimentaires pourront nourrir les gens à un prix abordable, d'une manière qui ne les rende pas malades et qui donne aux agriculteurs/trices un revenu correct et un niveau de vie digne, tout en conservant les sols et la biodiversité pour les générations futures ?

Des organisations paysannes, des agronomes, l'IAASTD et des études scientifiques ont répondu à cette question il y a des années déjà. Leurs réponses ont été écartées car elles ne collaient pas avec le paradigme de l'agrobusiness et des fonds d'investissement. Durant les dernières décennies, le soutien à l'agriculture paysanne a été démantelé dans

le contexte des « ajustements structurels » et de la « coopération au développement ».

Permettre que des individus, des groupes d'investisseurs, des compagnies et/ou des gouvernements étrangers s'emparent pour longtemps des terres des communautés rurales au nom de la productivité est complètement inacceptable quels que soient les

« principes » suivis. Les principes de la Banque mondiale qui se veulent volontaires et régulateurs pour le secteur privé essaient de distraire du fait que ce qui est indispensable actuellement ce sont des politiques publiques obligatoires et strictes qui régulent les marchés financiers, les investissements et l'agriculture de façon à pouvoir surmonter les

multiples crises générées par les groupes d'intérêt dans le domaine de la nourriture, de l'agriculture durable et du climat.

Le mandat du Réseau d'urgence

Avec les accaparements de terre à grande échelle, le paradigme de la mondialisation touche le secteur primaire des économies nationales, un secteur qui est absolument nécessaire pour la libre détermination des peuples et la souveraineté alimentaire des pays. Les accaparements de terre à grande échelle correspondent bien à la stratégie d'intensification de la marchandisation de la nature et de l'agriculture au profit d'un petit groupe « d'investisseurs » et de leurs compagnies transnationales. Le système de production de nourriture par les compagnies mine systématiquement le droit à une alimentation adéquate des paysans/paysannes dans des pays qui souffrent d'insécurité alimentaire et aussi celui de nous toutes et tous. Un accès équitable à la terre et aux ressources, condition préalable pour une agriculture paysanne décentralisée, durable et autonome, doit être défendu en tant que composante centrale du droit à une alimentation adéquate.

**Fin de l'action** : 19 mai 2010

**Adresse :**

Celle du Président ou Premier ministre de votre pays.

**Copies au :**

Gouverneur de la Banque mondiale pour votre pays. C'est en général le Ministre de l'économie et des finances. Une liste avec les gouverneurs des pays vous trouvez [ici](#)

**Merci d'informer FIAN de toute réponse à vos lettres.**

